

Conseil régional Midi-Pyrénées Assemblée Plénière

Discours de Martin Malvy à l'issue de l'élection du
président du conseil régional Midi-Pyrénées

Séance du vendredi 26 mars 2010

Mes chers Collègues, merci pour votre confiance.

Et encore une fois, merci à nos concitoyens qui dimanche dernier nous ont, pour plus de 700 000 d'entre eux, investis pour ce nouveau mandat.

Merci à vous.

Je ressens profondément l'honneur qui m'est fait de continuer à présider notre assemblée.

Fort de votre confiance, au-delà de celle de nos concitoyens, je repars avec la même détermination, le même engagement, la même disponibilité, la même écoute.

J'entends, qu'avec notre majorité, nous réalisons notre projet. L'enseignement du scrutin de dimanche dernier est double. Les observateurs ne s'y sont pas trompés. Adhésion à la politique régionale et à sa prolongation, refus marqué et sans précédent par son ampleur de la politique nationale, y compris à l'égard des collectivités locales.

Si nous ne sommes pas ici un contre pouvoir, nous sommes bien souvent l'affirmation d'une contre politique.

Si nous ne sommes pas opposés à l'État, nous le sommes au Gouvernement et à la politique qu'il conduit. Elle concerne tous nos concitoyens et ceux qui se sont prononcés dimanche dernier.

Ainsi s'accomplit la démocratie, qui exige de celles et ceux que le peuple a choisis, l'affirmation de leurs convictions et le respect de leurs engagements.

L'exercice du pouvoir est toujours un art difficile. Il l'est davantage encore par temps de crise. Mais précisément parce que nous traversons une crise, il exige de ceux qui gouvernent qu'ils pratiquent la solidarité. Ce que nous condamnons et dénonçons, c'est d'abord, car tout en découle, une politique qui, à l'inverse, creuse les inégalités et réserve ses faveurs à ceux qui étaient déjà les plus comblés.

De cette politique souffrent nombre de nos concitoyens.

C'est ce qu'ils nous demandent de dire ce matin à cette tribune. Leur vote de dimanche dernier est une sanction pour la droite.

C'est par leur vote que s'expriment les citoyens. Qu'ils se rendent aux urnes ou qu'ils n'y aillent pas. C'est leur message qui doit être entendu, quelle que soit l'élection, puisque c'est par leur bulletin de vote qu'ils prennent part au débat public.

Mes chers collègues, je ne reviendrai pas sur notre projet. Il a été approuvé avec suffisamment d'ampleur pour s'imposer. Il s'inscrit dans la poursuite d'une politique régionale

construite, qui a souvent permis à Midi-Pyrénées de figurer parmi les régions exemplaires. A ceux qui continueraient de la caricaturer, je répondrai simplement : "écoutez le verdict des urnes. Ne contestez pas le suffrage universel. Réfléchissez. "

Car les 14 et 21 mars, c'est aussi l'approbation de cette politique régionale qu'ont affirmé les Midi-Pyrénéens.

Ils l'ont fait dans les villes. Ils l'ont fait dans les campagnes. Ils l'ont fait dans chacun des 8 départements qui composent notre région. De l'Aubrac au Pic du Midi, des confins du Gers et des Landes, à ceux de la Haute-Garonne et de l'Aude.

Ils ont su distinguer ce qui relève d'une politique nationale défaillante et ce qu'accomplissent aujourd'hui dans une "république décentralisée" les collectivités locales et au premier rang la Région, dans sa coopération souvent, avec les Conseils Généraux et autres collectivités.

Ils ont dit qu'il y avait une politique régionale forte en direction de la jeunesse, de l'éducation et de la formation. Et ils ont désapprouvé la suppression de dizaine de milliers de postes d'enseignants.

Ils ont dit qu'ils sanctionnaient la désindustrialisation de la France, la montée du chômage et de la précarité, et qu'ils approuvaient les efforts de la Région en direction des très petites, petites et moyennes entreprises, dans sa défense de l'emploi et le renfort de la recherche pour l'émergence de nouveaux métiers, dans les grands secteurs de notre économie, comme en direction des filières et de l'innovation.

Ils ont dit qu'après des années de retard accumulés dans le domaine des communications et des transports, ils avaient compris que la Région avait, depuis 12 ans, fait et engagé, patiemment mais obstinément, ce qui avait été oublié, enrayé le déclin des transports collectifs et réalisé en 6 ans ce que personne n'imaginait auparavant.

Ils ont dit, dans le domaine de l'environnement, que la Région Midi-Pyrénées se classait en tête des Régions françaises, à quelques jours du commencement du démantèlement du Grenelle et du piètre retrait de la taxe carbone," injuste et inefficace", comme l'avait jugé le Conseil Constitutionnel.

Ils ont dit, dans l'espace associatif, de solidarité, de sport, de culture ou d'environnement, qu'ils subissaient des coupes sombres dans leurs budgets, les mettant dans la difficulté alors que nous continuons de les aider, parce qu'ils tissent le lien social et sont parfois les seuls à le faire quand les services publics s'éloignent.

C'est dans tous ces domaines et dans d'autres que nous voulons aller plus loin.

En nous rapprochant nous n'avons renoncé à rien. Ni aux appréciations que nous portons sur la politique nationale, ni à nos objectifs régionaux. Nous avons simplement précisé nos exigences et fait évoluer nos perspectives en fonction de l'évolution de la société, des préoccupations sociales et environnementales qui dominent.

Certains, je l'imagine, railleront notre union. Sans doute parce qu'ils n'auront pas grand chose à dire après le verdict des 14 et 21 mars.

Sans doute aussi parce que le rassemblement des forces de gauche et de progrès les inquiétait, au-delà d'aujourd'hui pour d'autres échéances. Je les invite à regarder dans leur camp. Au moment où nous nous rapprochons eux se divisent.

C'est une manière de détourner l'attention de l'essentiel.

Mes chers collègues, nous avons tenu à ce que la majorité régionale associe l'ensemble des forces de gauche et de progrès, partenaires du premier tour, partenaires du second.

Tous devaient trouver leur place dans l'exécutif régional, comme dans les instances qui demain feront vivre notre projet. C'était l'engagement que j'avais pris. Je l'ai intégralement respecté. Celles et ceux qui composent maintenant notre majorité l'ont fait aussi. Comme dans le passé, à des époques différentes.

Je sais ce qui fait l'unité de notre majorité. Je sais aussi nos sensibilités diverses. La diversité dans l'union n'a jamais affaibli. Au contraire elle renforce.

L'essentiel –et c'est notre engagement- c'est d'abord le respect de chacun, ensuite, et comme nous y ont invités celles et ceux qui nous ont désignés, de faire toujours prévaloir ce qui nous fédère sur ce qui peut nous distinguer. C'est ainsi, je le dis à la majorité régionale,

que nous servirons nos concitoyens et la région, et préparerons l'avenir. Il commence aujourd'hui.

Conforter les axes majeurs de la politique régionale, poursuivre une politique de proximité, rechercher toujours une approche plus citoyenne, c'est notre engagement. Permettre à chacun de s'exprimer librement, chacun dans le respect des autres, c'est aussi l'engagement que je prends.

Nous sommes les tenants d'une régionalisation renforcée. Je crois aux vertus d'un Etat républicain, laïc et fort dans un monde agité sur lequel une mondialisation effrénée, la financiarisation de l'économie et l'approfondissement des inégalités entre le nord et le sud, font peser à la fois des risques de conflits et de tensions sociales, contre lesquels le médiateur de la République mettait lui-même le Gouvernement en garde, il y a quelques semaines.

Plus que jamais la France a besoin de ses collectivités locales, de toutes, et de ses Régions car elles sont l'un des piliers sur lequel s'appuie le plus souvent l'Europe, quoi que l'on pense de la philosophie qui l'anime et de ses politiques monétaires, industrielles ou agricoles. Parce que la proximité justifie plus que jamais la régionalisation, parce que la France se distingue et continuera de pâtir de son centralisme historique.

Je voudrais conclure par là. "Le besoin de Région". Ce sera sans doute l'un de nos combats les plus forts dans les mois qui viennent, et l'un des plus déterminants pour l'avenir, car de la réforme en cours des collectivités locales dépendra pour beaucoup le devenir des politiques communales, inter-communales, départementales et régionales.

Nous devons ne pas cesser de dénoncer les propos partisans tenus sur les Régions, pour tenter de les discréditer auprès de l'opinion publique. Cela n'a pas marché. C'est la preuve que nos concitoyens ont su déjouer la manœuvre. Mais le procès de dépenses inconsidérées et de recrutements sans mesure, reprendra.

Rappelons simplement une évidence : les Régions ne totalisent que 5% des effectifs totaux de la Fonction publique territoriale. Ils n'ont progressé que par le transfert de personnels de l'État. Avant qu'elle ne soit supprimée, la fiscalité ne représentait que 8% de la fiscalité locale dans son ensemble. Et l'endettement global des 36 000 Communes, des 100 Départements et des 26 Régions n'atteint pas 80 milliards d'euros contre les 1400 de l'Etat et ses 140 milliards de déficit alors, qu'elles ont dégagé 28 milliards d'autofinancement en 2009.

Le Gouvernement a choisi la voie de la recentralisation, c'est à dire de leur affaiblissement.

Veut-il à terme nous interdire d'assurer la solidarité entre les territoires, celle que nous exerçons à l'égard des familles, des demandeurs d'emploi, pour les plus défavorisés la gratuité des transports ?

A-t-il mesuré les conséquences de l'affaiblissement des collectivités sur les économies locales ?

Il vient nous chercher lorsqu'il a besoin de nos moyens financiers pour compléter les siens. Là, il exige. Pas d'universités modernes si vous ne payez pas, pas de TGV si vous n'intervenez pas, pas de liaisons routières nationales si vous ne financez pas.

Par contre, lorsqu'il imagine une réforme des lycées, il ne nous consulte pas. Lorsqu'il fait voter des lois –qu'il s'agisse de l'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite ou du transfert des écoles d'infirmières- il fait l'impasse sur le financement et se contente de dire : "ce n'est pas moi".

Ce n'est pas la suppression de la taxe professionnelle qui pose problème, c'est celle de toute possibilité désormais pour les Régions de faire évoluer leurs moyens budgétaires, alors que progressent sans cesse les dépenses obligatoires.

Le Gouvernement devra se ressaisir. S'il ne le fait pas, il faut qu'il sache que nous ne renoncerons pas à nos priorités. Il prendra le risque de devoir assumer seul celles qui sont de sa propre responsabilité, celles qui au titre des compétences transférées, relèvent, toujours du domaine de l'État et qu'il nous demande de partager avec lui. C'est ce qu'a exprimé notre assemblée, à l'unanimité, je le rappelle, dans une délibération, le 17 décembre 2009.

Les Régions seront fermes sur ce point. Pas seulement la nôtre. Déterminées ou contraintes, toutes les Régions de France.

Je pourrais évoquer aussi notre condamnation de la suppression des élus régionaux, en 2014, et la fin annoncée de la parité. Bref, notre désaccord le plus total sur la réforme des collectivités, telle que le Gouvernement et sa majorité la conçoivent.

Je voudrais, avant de conclure, rappeler aux élus de la minorité régionale que rien ne changera dans l'attention que j'ai toujours portée à tous, à sa libre expression dans le cadre de notre règlement intérieur et à la transparence de nos décisions. C'est la raison pour laquelle j'ai pensé que chaque groupe devait pouvoir s'exprimer ce matin, même si ce n'est pas dans la tradition de cette séance d'ouverture.

Je veux également remercier nos services pour la qualité du travail qu'ils effectuent et demander au directeur général de transmettre ce message à tous nos collaborateurs directs ou à ceux de nos agences.

Saluant les élus des autres collectivités présents ce matin et des parlementaires, je dirai enfin au Président du Conseil Économique et Social l'estime que nous portons à l'assemblée qu'il préside et, à ses membres, l'intérêt que nous avons toujours porté à ses avis, que nous le consultions ou qu'il s'auto - saisisse ce qui relève de ses attributions.

Mesdames, messieurs les élus, s'ouvre un nouveau mandat. C'est maintenant que pour nous commence le chemin que nous nous sommes engagés à parcourir ensemble. A nous tous de faire de faire en sorte qu'à son terme nos concitoyens puissent en mesurer l'efficacité. A nous de faire en sorte que la régionalisation en sorte renforcée. Nous sommes ici au service de ceux qui nous ont mandatés pour les représenter. A nous de nous montrer dignes de leur confiance. Je vous remercie.